

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.00/249

25 mai 2000

(00-2128)

Comité des obstacles techniques au commerce

## NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	<b>Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>BELGIQUE</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):</b> Belgique
2.	<b>Organisme responsable:</b> Cabinet du Ministre des télécommunications et des entreprises et participations publiques Affaires scientifiques, techniques et culturelles (Monsieur Van Bellinghen) Place Quételet, 7 B – 1210 Bruxelles Téléphone: +32 2 250 03 13 Téléfax: +32 2 250 03 87 <b>L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:</b>
3.	<b>Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:</b>
4.	<b>Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):</b> Services de télécommunications
5.	<b>Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié:</b> Projet de loi relatif à la criminalité informatique (11 pages, français et néerlandais)
6.	<b>Teneur:</b> La Loi en projet crée des infractions nouvelles (faux en informatique, fraude informatique, accès non autorisé par les "insiders" et les "outsiders" et le sabotage de données et le sabotage informatique) ainsi que des règles nouvelles en matière de procédure pénale.  Le projet impose également aux opérateurs de réseaux de télécommunications et aux fournisseurs de services de télécommunications d'enregistrer et de conserver pendant un délai de 12 mois dans des cas à déterminer par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres les données d'appel des moyens de télécommunications et les données d'identification d'utilisateurs de services de télécommunications.

7.	<b>Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant:</b> La nécessité de protéger pénalement les réseaux informatiques se situe aux niveaux de l'autorité publique, des entreprises et des particuliers. L'informatique ne constitue pas uniquement un moyen de commettre un délit, mais est devenue en elle-même un objectif de criminalité. Afin de donner aux acteurs de la Justice les instruments pour lutter contre cette forme de criminalité, le projet de loi a retenu deux approches. D'une part, il essaie de se raccrocher tant au Code pénal qu'au Code d'instruction criminelle sans apporter de profondes réformes structurelles. D'autre part, en ce qui concerne l'introduction de nouveaux délits, il s'est penché sur l'incrimination de certains abus en matière de technologie de l'information afin d'éviter une criminalisation excessive.
8.	<b>Documents pertinents:</b> -
9.	<b>Date projetée pour l'adoption:</b> <b>Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b> } 60 jours
10.	<b>Date limite pour la présentation des observations:</b>
11.	<b>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:</b> point national d'information [X] <b>ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme:</b> CIBELNOR